

AVIS DE PROJET DE MARCHÉ (APM)

NIBS : N8135 – Matériaux de conditionnement et d’emballage en vrac

Numéro de référence :	W8474-17-NF18	Numéro de la demande de soumissions :	W8474-17-NF18
Nom de l’organisation :	Ministère de la Défense nationale – Projet de modernisation de la cryptographie de la Défense (PMC), sous-projet Famille de chiffrement de réseaux (FCR)		
Date de la demande de soumissions :	2016-09-29	Date de clôture :	2016-11-17, 14 h, heure avancée de l’Est (HAE)
Date de commencement prévue :	2016-11-28		
Date de livraison estimative :	2017-01-20		
Durée du contrat :	La période contractuelle s’étendra de la date d’attribution du contrat à la date de livraison, selon ce qui sera prévu au contrat subséquent.		
Méthode de sollicitation :	Concurrentielle	Accords commerciaux applicables :	ALENA, ACI, AMP-OMC
Application d’ententes sur les revendications territoriales globales :	Non	Nombre de contrats :	1

Détails de la demande

Le sous-projet Famille de chiffrement de réseaux (FCR) du Projet de modernisation de la cryptographie de la Défense (PMC) doit se procurer des coussins en mousse pour trousse déployables. Ces coussins font appel à la conception assistée par ordinateur (CAO) et à la fabrication assistée par ordinateur (FAO) pour s’ajuster à des composantes électroniques particulières, utilisées par les Forces armées canadiennes (FAC).

Cette demande s’adresse à tous les fournisseurs. Ces derniers doivent soumettre deux prototypes qui seront évalués en fonction des critères obligatoires, détaillés dans la DP.

Exigences en matière de sécurité : *aucune*

Autorité contractante

Nom : Becky Reid
Numéro de téléphone : 613-995-5251
Courriel : MAT.DESProc.3-4.DOSE@forces.gc.ca

Demandes de renseignements

Les demandes de renseignements relatives au besoin exprimé dans cette demande de propositions (DP) doivent être transmises à l’autorité contractante susmentionnée. Les documents de DP sont accessibles sur le site ACHATSETVENTES.GC.CA. LES SOUMISSIONNAIRES SONT PRIÉS DE NOTER QUE LE SITE ACHATSETVENTES.GC.CA N’EST PAS RESPONSABLE DE LA DISTRIBUTION DES DOCUMENTS D’INVITATION À SOUMISSIONNER. L’État se réserve le droit de négocier avec tout fournisseur dans le cadre de tout marché. Les documents peuvent être présentés dans l’une ou l’autre des langues officielles.